

## CHINE

### LA DISSUASION CHINOISE A TRAVERS LE *CHINESE MILITARY POWER 2006*

Le rapport annuel du Département de la Défense sur la « puissance militaire chinoise » pour l'année 2006 est assez peu différent de celui de 2005 :

*« Une dissuasion nucléaire renforcée. La Chine améliore sa force balistique nucléaire à longue portée, tant sur le plan qualitatif que quantitatif. La Chine procède à une modernisation de ses forces stratégiques dans le but de pouvoir disposer d'une force nucléaire de dissuasion et de contre-attaque, dans le contexte d'un environnement de sécurité de plus en plus complexe. La Deuxième Artillerie de l'APL met en œuvre des missiles mobiles et davantage aptes à la survie, capables de cibler les États-Unis, le Japon, l'Inde, la Russie, et d'autres objectifs en Asie et dans le reste du monde. Elle déploie actuellement environ 20 ICBMs CSS-4 en silos et à carburant liquide, qui constituent son moyen principal de ciblage d'objectifs du territoire continental des États-Unis. En sus, elle maintient environ 20 ICBMs CSS-3 à carburant liquide, de portée limitée, qui lui permettent d'attaquer des objectifs dans la zone asiatique. La force nucléaire « de théâtre » de la Chine est constituée d'IRBMs CSS-2 et de MRBMs CSS-5, mobiles sur route et à carburant solide.*

*Dans son Livre blanc sur la défense 2004, la Chine déclarait que ses forces nucléaires avaient deux missions : la dissuasion d'une attaque nucléaire, et les représailles nucléaires. Pékin maintient son adhésion à une doctrine nucléaire de « non-emploi en premier », selon laquelle la Chine n'emploiera jamais d'armes nucléaires en premier contre une puissance nucléaire, et que la Chine n'emploiera pas, et ne menacera pas d'employer, des armes nucléaires contre des États non-nucléaires ou une région exempte d'armes nucléaires. La dissuasion des attaques conventionnelles contre le territoire chinois, le renforcement du statut de grande puissance de la Chine, et l'accroissement de sa liberté d'action en limitant la possibilité pour d'autres de mener des actions coercitives contre la Chine, font partie des missions supplémentaires des forces nucléaires chinoises ».*<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Office of the Secretary of Defense, Annual Report to Congress – Military Power of the People's Republic of China 2006, pp. 26-27.

Il résulte logiquement de cette dernière phrase que le Pentagone a d'ores et déjà fait son deuil de la doctrine chinoise de « non-emploi en premier »... A la lettre, le document, qui développe cette question dans un encadré qui mentionne certaines déclarations ou articles récents, reste extrêmement prudent, mais ménage certaines ambiguïtés : « *La posture déclaratoire de la Chine demeure réactive et rien n'indique que cette doctrine ait effectivement changé. (..) Cette question a été et continuera d'être en débat en Chine. Il reste à voir, toutefois, en quoi l'introduction de systèmes nucléaires plus performants et plus aptes à la survie, en plus grands nombres, modifieront les termes du débat ou affecteront la réflexion de Pékin sur ses options nucléaires dans l'avenir* ». <sup>2</sup> Présentant le rapport, M. Peter Rodman a été plus clair : « *au fur et à mesure que leurs capacités évolueront [les Chinois] envisageront peut-être des options qu'ils n'avaient pas auparavant* ». <sup>3</sup>

Les indications concernant les portées des missiles balistiques chinois sont les mêmes que celles du rapport de 2005. Les dates d'entrée en service des missiles futurs sont un peu plus précises pour le DF-31 (entré en service en 2006) et le DF-31A (entrée en service en 2007). Le missile JL-2, quant à lui, fait l'objet d'une estimation un peu plus large qu'en 2005 (entrée en service en 2007-2010). <sup>4</sup>

Au vu de la lenteur du programme chinois, et par ailleurs des difficultés du programme américain de défenses antimissiles stratégiques, la notion de « course aux armements » entre Pékin et Washington n'a guère de sens. Mais la Chine n'en poursuit pas moins son avancée vers un équilibre stratégique avec les États-Unis. Comme le dit Shen Dingli, l'un des analystes chinois les plus connus, « *Nous devons rendre les États-Unis otages [des forces chinoises], car nous sommes nous-mêmes otages de l'Amérique, et nous devons parvenir à établir un équilibre – même si celui-ci est asymétrique* ». <sup>5</sup>

---

<sup>2</sup> Ibid., p. 28.

<sup>3</sup> « Pentagon Fears China to Drop 'No-First-Use' Policy », *NTI Global Security Newswire*, 24 mai 2006. L'article précise que les deux pays doivent bientôt entamer des conversations relatives à la stratégie nucléaire.

<sup>4</sup> Ibid., p. 27.

<sup>5</sup> Cité in Mure Dickie & Demetri Sevastopulo, « Washington and Beijing stoke nuclear fears », *Financial Times*, 2 juin 2006.

## DIVERS

### LE PARADOXE DE LA PREEMPTION

« *L'usage de la force militaire pour détruire le programme nucléaire d'un adversaire est une option inévitable, mais comment se fait-il que la plupart des pays ont décidé ne pas l'utiliser ?* »<sup>1</sup>

Le concept de frappe préemptive – le cas échéant nucléaire – est ancien, et l'Histoire, bien avant la destruction du réacteur nucléaire Osirak par huit bombardiers israéliens en juin 1981, offre plusieurs exemples de situations de crise ou de conflit où l'éventualité de frappes préemptives ou préventives s'imposait comme une option stratégique à retenir, à laquelle les autorités politiques décidèrent finalement de recourir de manière circonstanciée, et dans certains cas de renoncer.

Le premier exemple est celui de la course à l'acquisition de l'arme nucléaire du 3<sup>ème</sup> Reich. Ignorant le degré réel d'avancement du programme nucléaire allemand, les États-Unis décidèrent de mener à la fois le projet Manhattan de manière intensive et d'opérer des destructions des parties visibles du programme nazi. C'est ainsi qu'ils détruisirent, avec difficulté et en s'y reprenant à trois reprises, l'usine norvégienne de production d'eau lourde, Norsk Hydro. Les ambitions nucléaires d'Hitler n'étaient pas diminuées pour autant, mais cet épisode marquait la première frappe préemptive de l'histoire militaire moderne.

Le premier débat de l'ère nucléaire sur l'éventualité d'une frappe préemptive se situe peu après la Seconde Guerre mondiale, précisément après l'échec en 1946 du plan Baruch, auquel Moscou s'était opposé. Des scientifiques tels que Bertrand Russel, Léo Szilard et John Von Neumann rejoignaient Winston Churchill et le général Grooves, responsable du Projet Manhattan, pour considérer que les États-Unis ne devraient pas permettre à un pays qui ne serait pas parmi leurs alliés d'acquérir l'arme nucléaire, et que les capacités de ce dernier devraient être détruites avant qu'il ne soit en mesure de les menacer. Mais le président Truman semblait résigné à accepter l'idée que d'autres pays puissent souhaiter acquérir l'arme nucléaire pour se défendre. La problématique de la prolifération était née,

---

<sup>1</sup> Article de Bennet Ramberg (ancien du Bureau des affaires politico-militaires au Département d'État dans la première administration Bush), dans le *Bulletin of Atomic Scientists*, Vol. 62, n° 4, pp. 48-56 (juillet-août 2006).

en même temps que la Guerre froide s'installait... Au demeurant, les militaires américains étaient à l'époque réticents à l'égard du concept de frappe préemptive, au motif que, quels que puissent être les bons arguments en faveur d'une première frappe, l'Amérique ne devait pas prendre l'initiative d'une guerre. De plus, la question de savoir si les États-Unis étaient en mesure de gagner une guerre préemptive n'avait pas de réponse évidente. C'est ainsi que la doctrine américaine vis-à-vis de l'usage de la préemption contre l'Union soviétique sera marquée par l'ambiguïté, durant les années Eisenhower, mais aussi que la menace de frappes préemptives par Kennedy jouera un rôle dans la résolution de la crise de Cuba.

La même problématique jouera à l'égard de la Chine au début des années soixante, durant la période où elle accède à l'arme nucléaire. Le JCS (*Joint Chiefs of Staff*) envisage différentes options économiques, diplomatiques et militaires (sabotage des installations nucléaires, invasion par la Chine nationaliste, blocus maritime, reprise de la guerre de Corée, frappes conventionnelles ou nucléaires tactiques sur les centrales nucléaires), mais ne fait pas de recommandation et manifeste dans le même temps son aversion pour la préemption, arguant du fait que toutes les actions militaires envisagées sont des actes de guerre, et ne devraient être mises en œuvre que si toutes les autres options ont échoué et après une évaluation soigneuse de leurs implications. Le Département d'État arrive aux mêmes conclusions, faisant valoir que les capacités chinoises sont loin de permettre à Pékin d'envisager une frappe nucléaire en premier, sauf dans l'hypothèse d'une attaque qui menacerait l'existence même du régime. De surcroît, une attaque américaine ne ferait que renforcer la détermination de Pékin de se doter de l'arme nucléaire. Les recommandations faites au président L. B. Johnson seront donc d'attendre un essai nucléaire chinois avant d'envisager une action militaire, mais Pékin effectuera son premier essai nucléaire en octobre 1964 sans être outre mesure inquiétée...

Le jeu israélien vis-à-vis de l'Irak se placera dans une perspective différente. Après que Saddam Hussein eut déclaré en 1975 que les deux réacteurs d'essais Isis et Osiris (collectivement dénommés Osirak), récemment achetés à la France, constituaient le premier pas vers l'acquisition d'une arme nucléaire arabe, Israël tenta sans succès d'obtenir l'arrêt de la construction d'Osirak autrement que par des moyens militaires, jusqu'à ce que, selon l'auteur en tous cas, la détermination de Menahem Begin ne laisse plus d'autre option. Mais la frappe de 1981, quoiqu'elle n'entraîna pas de prolifération en cascade dans la région, n'eut aucun effet sur la détermination de Saddam Hussein à se doter de la bombe. On connaît la suite...

Le sous-continent indien eut lui aussi à faire face au dilemme des attaques préventives, en ce sens que l'Inde, observant l'évolution du programme pakistanais, s'inspira de l'exemple d'Osirak pour envisager de bombarder l'usine d'enrichissement de Kahuta. Mais la crainte de représailles sur ses propres installations, et finalement celle d'une entrée en guerre, permit d'aboutir à un accord formel entre les deux parties (signé en 1985 et mis en œuvre en 1993) de ne pas attaquer les installations nucléaires de l'autre.

Le dernier cas historique de débat national sur la préemption par des frappes conventionnelles ou nucléaires, relaté par l'auteur, remonte à l'opposition entre Truman et

MacArthur sur l'emploi de l'arme nucléaire lors de la guerre de Corée. Mais on peut remarquer ici qu'il s'agissait, non pas de préemption, mais de la question de l'emploi tactique d'armes nucléaires sur un théâtre de guerre. C'est plutôt en 1994 qu'a pu se poser la question d'une frappe préemptive sur les installations de Yongbyon, frappe dont l'efficacité pouvait être assurée, mais qui était susceptible d'entraîner des représailles dévastatrices sur Séoul et les troupes américaines. L'approche diplomatique a finalement été préférée.

Le dernier exemple de scénario de préemption, pleinement contemporain, est celui de la deuxième guerre d'Irak menée en 2003 par les États-Unis (NDR : encore que, comme nombre d'analyses l'ont mis en lumière et comme les faits l'ont démontré, cette guerre était plus préventive que préemptive). Cet exemple reproduit tous les éléments de problématique qui avaient joué dans les scénarios antérieurs.

À partir de cette revue historique, B. Ramberg s'interroge sur les raisons pour lesquelles le modèle Osirak a si peu été appliqué, et propose quelques éléments de réponse qui ne surprendront pas :

- La préemption sur des objectifs nucléaires en temps de paix présente des risques politiques importants.
- Les États nucléaires hésitent à envisager une préemption contre un État nucléaire émergent possédant des capacités de représailles significatives, tout particulièrement en cas de proximité géographique.
- Les risques radiologiques (éventualité d'une contre-attaque contre une centrale nucléaire) sont un facteur aggravant.
- Le scénario d'une frappe préemptive nucléaire est encore plus lourd de conséquences. Même un *bunker buster* de faible énergie entraînerait des dommages matériels et une contamination considérables<sup>2</sup>.
- Les frappes militaires préemptives sont « un cauchemar logistique », entre autres en raison de l'insuffisance du renseignement.
- Même en cas de succès, ce qui a été détruit peut être reconstruit, dès lors que le potentiel scientifique et technique subsiste (« *How do you roll back knowledge ?* », David Kay).

Dans ce contexte, le cas Osirak trouve une place particulière, dès lors que le bombardement était intervenu avant que le réacteur ne soit en fonctionnement et que, pour des raisons géographiques, des représailles irakiennes étaient *a priori* peu probables selon l'auteur.

---

<sup>2</sup> NDLR : Il vaut de rappeler ici que, dans le cas d'un pénétrateur nucléaire, environ la moitié de l'énergie de l'arme (soit quelques kilotonnes d'équivalent TNT) va au sol et dans l'atmosphère, sous forme de destructions matérielles, de contamination et de retombées proches ou lointaines.

**Commentaire** : L'argumentaire de l'auteur est à la fois serré et nuancé. On aurait aimé toutefois qu'il sépare mieux les problématiques spécifiques, et largement différentes, des frappes préemptives conventionnelles et nucléaires. On peut en tous cas apprécier sa conclusion selon laquelle l'histoire de la préemption montre que des frappes militaires chirurgicales permettent au mieux de gagner du temps, mais que cet avantage n'est pas à négliger. On peut également observer que la menace de frappes préemptives n'a pas, ou à tout le moins n'a pas eu jusqu'ici, de valeur en termes de dissuasion.

## ÉTATS-UNIS

### ACCELERATION DU DEMANTELEMENT DES VIEILLES ARMES

La *National Nuclear Security Administration* s'apprête à demander au Congrès les fonds nécessaires pour accélérer significativement le rythme de démantèlement des vieilles armes américaines<sup>1</sup>. Si les chiffres ne sont pas rendus publics, l'on peut estimer que l'accélération envisagée de 50 % conduirait à passer à près de 200 armes par an. (En 2003, année du dernier chiffre publié, les États-Unis avaient démantelé 120 armes ; mais le rythme du démantèlement aurait déjà augmenté cette année.)

L'accélération du démantèlement des armes anciennes devrait avoir pour conséquence, à l'horizon d'une dizaine d'années, une décroissance plus rapide qu'envisagé en 2001 du stock total d'armes nucléaires américaines (estimé à l'époque à environ 10 000 armes au total).

Il est vrai que le stock comprend encore des armes retirées du service à la fin des années 1980, tels que l'arme du missile Lance et même celle du missile sol-air Spartan...<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Walter Pincus, « U.S. to Step Up Disassembly of Older Nuclear Warheads », *The Washington Post*, 4 mai 2006.

<sup>2</sup> « Y-12 Plant Speeds up Warhead Disarmament », *NTI Global Security Newswire*, 30 mai 2006.

## ÉTATS-UNIS

### **RELIABLE REPLACEMENT WARHEAD : COMPETITION ET CONTROVERSE**

1) La compétition bat désormais son plein entre le Laboratoire Los Alamos et le Laboratoire Lawrence Livermore sur les projets concurrents visant à satisfaire aux spécifications de la *Reliable Replacement Warhead* (RRW). Tous les témoignages montrent que ce programme est devenu un nouveau « grand projet mobilisateur » pour des scientifiques et des ingénieurs privés par le Congrès, en 2005, de l'*Advanced Concept Initiative* proposée par la *Nuclear Posture Review* de 2001 (ainsi que du programme de pénétrateur nucléaire).<sup>1</sup> Les deux concurrentes comprennent chacune une vingtaine de concepteurs, qui retrouvent ainsi l'atmosphère de compétition de la Guerre froide, époque à laquelle il était fréquent d'entendre dire que « l'Union soviétique c'est le rival, mais l'adversaire c'est l'autre laboratoire ». Les deux équipes auraient recours à la modélisation en trois dimensions. Par ailleurs, il apparaît que les armes qui résulteront du programme RRW comprendront des dispositifs de sûreté et de sécurité nouveaux, qui les rendraient absolument impossibles à utiliser en cas de vol.

Les premières RRW pourraient remplacer les armes W76 et W88 (qui équipent les missiles Trident).

M. Linton Brooks, administrateur de la NNSA, maintient l'ambiguïté sur la nature exacte de la RRW en précisant que si l'idée était bien de procéder à des « *remplacements de composants* », ces remplacements seraient tellement nombreux que le schéma qui en résulterait en ferait une arme nouvelle.<sup>2</sup>

2) Parallèlement, certaines critiques commencent à se faire entendre à propos d'un programme jusqu'ici plutôt consensuel. Certains estiment par exemple – sans doute pas totalement à tort – que les laboratoires vont étendre le champ du projet RRW afin d'y réintégrer, par exemple, les armes « exotiques » (à effets particuliers) qui étaient envisagées dans le programme ACI.

---

<sup>1</sup> Voir Ralph Vartabedian, « Rival U.S. Labs in Arms Race to Build Safer Nuclear Bombs », *The Los Angeles Times*, 13 juin 2006.

<sup>2</sup> Bill Gertz, « Nuclear Warhead Update Developed: Two Labs Designing Replacement », *The Washington Times*, 7 avril 2006.

L'une des plus argumentées est proposée par Robert Nelson dans la livraison d'avril 2006 de la revue *Arms Control Today*.<sup>3</sup> L'auteur suggère notamment que l'état de l'arsenal américain ne justifie pas le lancement d'un nouveau programme, que le programme RRW sera extrêmement coûteux et pourrait conduire à la reprise des essais. Ce que suggère également Sydney Drell, l'une des figures mythiques du programme nucléaire américain, de manière plus crue : « *ceux qui disent que l'on va concevoir de nouvelles armes et ne pas les tester... je ne sais pas ce qu'ils ont fumé* ». <sup>4</sup>

---

<sup>3</sup> Robert W. Nelson, « If it Ain't Broke: The Already Reliable U.S. Nuclear Arsenal », *Arms Control Today*, avril 2006.

<sup>4</sup> Cité in Vartabedian, op. cit.

## ÉTATS-UNIS

### LA « CAPACITE DE FRAPPE RAPIDE A L'ECHELLE MONDIALE » FAIT PARLER D'ELLE

1) La « Capacité de frappe rapide à l'échelle mondiale » (traduction littérale de *Prompt Global Strike Capability*) doit donner aux États-Unis la possibilité de frapper n'importe quel objectif dans le monde dans un délai d'une heure entre la demande d'autorisation de lancement et l'impact – ce qui, à l'heure actuelle, n'est possible qu'avec des moyens nucléaires.<sup>1</sup> Les hypothèses d'emploi mentionnées aujourd'hui sont de type « préemptif », contre un groupe terroriste ou les forces d'un État doté de moyens NBC.

L'Air Force envisage plusieurs options pour mettre en œuvre cette capacité. Pour le court terme (dès 2009), le STRATCOM envisage comme on le sait de convertir des missiles balistiques nucléaires Trident-2D5 en missiles conventionnels, qui seraient sans doute porteurs chacun de 4 armes (et auraient une précision de l'ordre de 5 mètres).<sup>2</sup> Cette conversion, d'un coût prévu de 503 millions de dollars, devrait être achevée en 2011. Pour l'heure, 24 missiles sont concernés. Mais selon certaines sources, jusqu'à 100 missiles Trident pourraient être convertis à l'horizon 2020.<sup>3</sup>

Pour le moyen terme (à partir de 2013), l'Air Force souhaiterait développer un missile spécifique sol-sol, le *Conventional Strike Missile*.

2) La controverse sur les éventuels dangers d'une conversion des Trident-2D5 (risque de confusion avec un lancement nucléaire) bat désormais son plein.

Le Pentagone met en avant la possibilité de distinguer clairement les types de lancements à travers les zones de patrouille des SNLE convertis ou le profil de vol du Trident. En sus, les mécanismes de liaison permanente (*hotlines*, etc.) pourraient être mis à profit pour avertir Moscou d'une éventuelle frappe limitée sur un objectif ponctuel.

---

<sup>1</sup> Le délai d'une heure est mentionné in Michael R. Gordon, « Pentagon seeks nonnuclear tip for sub missiles », *The New York Times*, 29 mai 2006.

<sup>2</sup> Gordon, op. cit.

<sup>3</sup> Ian Davis & Robin Dodd, « US 'Prompt Global Strike' Capability: A New Destabilizing Sub-State Deterrent in the Making ? », *BASIC Occasional Paper n° 51*, British-American Security Council, juin 2006.

Mais l'argumentation des responsables américains de la défense ne convainc qu'à demi les sceptiques. La modification de la trajectoire du Trident, par exemple, pourrait rendre le missile plus difficilement détectable aux yeux des Russes – et donc d'autant plus dangereux. D'autres pays (Chine) ne disposent pas des mêmes mécanismes d'information mutuelle et de prévention que les États-Unis et la Russie... Par ailleurs, l'on peut faire remarquer que les responsables du Pentagone envisagent aujourd'hui des SNLE « à double vocation » (2 missiles conventionnels, 22 missiles nucléaires), ce qui *a priori* ne permettrait pas de mettre en œuvre le concept de zones de patrouilles spécifiques.<sup>4</sup>

3) Le Congrès a été saisi d'une demande de financement pour l'année fiscale 2007 de 127 millions de dollars, afin de débiter le programme de conversion. Or il se montre assez réceptif aux arguments de ceux qui envisagent désormais de soutenir le projet CSM comme une alternative aux Trident conventionnels.<sup>5</sup> Certains n'ont pas manqué de faire remarquer que des missiles stratégiques sol-sol pourraient eux aussi faire l'objet d'une confusion ; en réponse, l'Air Force explique qu'elle n'envisage aucunement de convertir les missiles sol-sol existants ni même d'utiliser leurs silos.<sup>6</sup>

---

<sup>4</sup> Le concept de SNLE « à double vocation » est mentionné in Gordon, op. cit.

<sup>5</sup> « U.S. House, Senate Slow Administration Effort to Deploy Conventionally Armed Ballistic Missiles », *NTI Global Security Newswire*, 12 mai 2006.

<sup>6</sup> Elaine M. Grossman, « Conventional Strike Missile Proposed as 'Midterm' Global Option », *Inside the Air Force*, 7 avril 2006.

## ÉTATS-UNIS/EUROPE

### QUEL SITE DE DEFENSE ANTIMISSILES ?

D'après le *New-York Times*, l'administration américaine aurait désormais formalisé sa proposition d'un site de défense antimissiles balistiques en Europe. Le concept américain envisagerait le déploiement de 10 intercepteurs, à l'horizon 2011, en Pologne ou en République tchèque.<sup>1</sup>

Une recommandation formelle serait faite en ce sens à M. Rumsfeld dès cet été. Le coût total du projet serait de 1,6 milliard de dollars.

Les intercepteurs seraient du même type que les GBI basés aux États-Unis (actuellement 9 à Fort Greely, Alaska, et 2 à Vandenberg, Californie).

La Russie a une nouvelle fois émis des réserves quant à ce projet, par la voix de M. Ivanov, qui évoque « *un impact négatif sur l'ensemble du système de sécurité euro-atlantique* ». <sup>2</sup>

On peut faire remarquer que le calendrier proposé correspond à peu près à l'estimation faite publiquement par les services de renseignement américains pour une capacité nucléaire initiale de l'Iran (« *early in the next decade* »).

---

<sup>1</sup> Michael R. Gordon, « U.S. is Proposing European Shield for Iran Missiles », *The New York Times*, 22 mai 2006.

<sup>2</sup> Gordon, op. cit.

## **RUSSIE**

### **MOSCOU FACE A LA DOMINATION STRATEGIQUE AMERICAINE**

1) L'article de Karl A. Lieber & Daryl G. Press, « The Rise of US Primacy » (*Foreign Affairs*, mars 2006) qui affirmait notamment la capacité des États-Unis à procéder à une frappe désarmante sur la Russie, a fait l'effet d'une véritable bombe dans les milieux dirigeants du pays. Les responsables russes multiplient ainsi les déclarations soulignant la vigueur de la dissuasion nucléaire.

2) Il faut dire que ce débat coïncide avec la finalisation du « modèle 2015 » de la dissuasion russe. Les grandes lignes du plan « GVP-2015 » (« Programme d'Armements de l'État – 2015 ») auraient en effet été adoptées par M. Poutine au mois de janvier, en attendant la version définitive pour l'été 2006. Ce plan prévoirait de doter la Russie d'une force de dissuasion moderne et « compacte » pour 2015-2020, qui assurerait une capacité de « dommages insupportables » même après une première frappe adverse.<sup>1</sup>

Selon Youri Solomonov, l'un des principaux responsables industriels du programme nucléaire du pays, la Russie terminera en effet la phase actuelle de modernisation de ses forces nucléaires d'ici 2015-2020, avec un déploiement qui représentera au moins 2 000 armes.<sup>2</sup> Une émission de la télévision russe a présenté le missile mer-sol Boulava comme étant appelé à être doté de six armes hypersoniques disposant d'une capacité « manoeuvrante ».<sup>3</sup>

La Marine russe a confirmé que le premier bâtiment de la classe Borey, le *Yuri-Dolgoruky*, serait lancé en 2006 et entrerait en service en 2007.<sup>4</sup> En 2012, la marine nucléaire russe

---

<sup>1</sup> Henry Ivanov, « Country Briefing: Russia – Austere Deterrence », *Jane's Defence Weekly*, 3 mai 2006.

<sup>2</sup> Pavel K. Baev, « Moscow puts PR spin on its shrinking nuclear arsenal », *Jamestown Foundation Eurasia Daily Monitor*, 17 avril 2006. M. Solomonov est directeur du bureau d'études de « l'Institut des technologies thermiques » de Moscou, dans les faits responsable des programmes Topol et Boulava. L'échéance de 2020 semble correspondre au retrait complet des missiles à carburant liquide.

<sup>3</sup> Text of Report by Russian TV on 13 April 2006, BBC Monitoring Former Soviet Union – Political, 13 avril 2006.

<sup>4</sup> « Yuri Dolgoruky sub to be launched in 2006 – Navy commander », *Interfax-AVN*, 25 avril 2006.

devrait aligner 16 SNLE : 3 de la classe Borey, 2 de la classe Typhoon modernisés, et 11 de la classe Delta modernisés.<sup>5</sup>

La revue *Jane's Defence Weekly* précise que la famille de missiles Topol/Boulava a pour caractéristiques une trajectoire légèrement déprimée, et un temps de vol réduit (avec pour conséquence une perte de capacité d'emport).<sup>6</sup>

3) Pourtant, comme le soulignent certains experts avertis, la capacité actuelle de production de missiles balistiques par Moscou ne permet pas de garantir que la Russie pourra atteindre le plafond des accord SORT (1 700-2 200 armes stratégiques déployées en 2012). Selon Alexei Arbatov, par exemple, le rythme actuel de production annuelle de 6 à 8 missiles Topol-M ne permettra pas à la Russie de dépasser un total de 1 000 armes à cette échéance. Il confirme donc la « *domination* » américaine qui se profile et souhaite que la Russie puisse augmenter sa capacité de production de missiles balistiques stratégiques à 20 ou 30 par an.<sup>7</sup>

Viktor Livotkine fait le même calcul, en soulignant que le retrait d'une ou deux divisions de missiles stratégiques SS-8 et SS-19 par an ne pourra être compensé par le déploiement des Topol-M. Il doute que la Russie ait la possibilité d'accélérer le rythme de production de ces missiles. La seule possibilité pour Moscou d'éviter l'attrition naturelle de son arsenal stratégique (en termes de nombre d'armes en ligne) serait d'accroître la capacité d'emport des Topol-M soit portée à six armes, option qui serait d'après lui désormais ouvertement discutée à Moscou (comme on a pu le constater par ailleurs, NdA). L'auteur souligne néanmoins que l'article de MM. Lieber et Press relève d'une analyse de « *dilettante* », car la mobilité des Topol-M rendrait vaine, selon lui, toute option américaine de frappe désarmante.<sup>8</sup>

4) À plus long terme (2030-2040), la planification russe envisage un système commun de remplacement pour les missiles Topol et Boulava.<sup>9</sup>

---

<sup>5</sup> Ivanov, op. cit.

<sup>6</sup> Ivanov, op. cit.

<sup>7</sup> « Russia should make 20-30 ballistic missiles a year – expert », *RIA Novosti*, 12 avril 2006.

<sup>8</sup> Viktor Livotkine, « Rares sont les missiles appelés à devenir des Boulava », *RIA Novosti*, 21 avril 2006.

<sup>9</sup> Ivanov, op. cit.

## RUSSIE

### VERS UN « RATTRAPAGE ASYMETRIQUE » ?

Le discours annuel de M. Poutine à la nation russe était, cette année, largement consacré aux questions de sécurité et de défense.<sup>1</sup>

Jamais sans doute depuis son arrivée au pouvoir M. Poutine n'avait aussi ouvertement critiqué la puissance militaire américaine, dans un contexte, il est vrai, marqué par des critiques de plus en plus ouvertes de la part de Washington sur l'évolution politique du régime russe et son attitude à l'égard de ses voisins immédiats (Ukraine, etc.).

M. Poutine a ainsi critiqué le refus des États-Unis de bannir tout déploiement d'armes (« y compris nucléaires ») dans l'espace. Il a également alerté sur les dangers, selon lui, du programme américain de conversion de missiles nucléaires intercontinentaux en moyens de frappe stratégique : selon lui, le lancement d'un tel missile « *pourrait susciter une riposte inappropriée de la part d'une puissance nucléaire, pourrait susciter une contre-attaque massive au moyen d'armes nucléaires stratégiques* ».

Devant la situation d'infériorité stratégique dans laquelle la Russie se trouve face aux États-Unis, la réponse russe se veut être d'un type nouveau. Elle « *ne doit pas répéter les erreurs de l'Union soviétique* ». Autrement dit : pas question de se lancer dans une nouvelle course aux armements. Mais il faut toutefois prémunir le pays de toute situation dans laquelle un adversaire serait « *tenté de faire pression* » sur Moscou.

La réponse de M. Poutine pourrait être qualifiée de « rattrapage asymétrique » : « *nous ne devons pas axer nos efforts sur la quantité et jeter notre argent par la fenêtre* ». Le maintien de l'équilibre stratégique doit être basé selon lui sur « *la supériorité intellectuelle* ». Les réactions de la Russie face à la situation qui se profile « *doivent être asymétriques, et [donc] moins coûteuses* ».

Ces réponses s'appuieront bien sûr sur la mise en service des missiles Topol-M et Bulava, qui devraient former à l'avenir « *la colonne vertébrale* » de la force de dissuasion du pays. Mais le président russe semble décidément très fier des programmes d'armes russes de haute précision, et des systèmes « *manoeuvrants* », dont il ne manque désormais plus une occasion de rappeler l'existence. Ce sont ces nouveaux systèmes, selon lui, qui

---

<sup>1</sup> President of Russia Official Web Portal: « Annual Address to the Federal Assembly », 10 mai 2006.

permettront, avec les moyens de pénétration des défenses antimissiles « *dont [la Russie] dispose déjà* », de maintenir l'équilibre stratégique russo-américain.